



**Conseil d'administration  
du Programme des Nations Unies  
pour le développement, du Fonds  
des Nations Unies pour la population  
et du Bureau des Nations Unies  
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale  
24 juillet 2017  
Français  
Original : anglais

**Deuxième session ordinaire de 2017**

5-12 septembre 2017, New York

Point 12 de l'ordre du jour provisoire

**Questions financières, budgétaires et administratives**

**Rapport du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS  
sur les passations de marchés en commun**

*Résumé*

Le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS demeurent déterminés à procéder à des opérations de passation de marchés en commun, en menant et en soutenant des initiatives et des activités et en participant à ces dernières dans le monde entier à la recherche d'avantages et de possibilités qui permettent de renforcer les pratiques d'achat, d'accroître l'efficacité des procédures et de réduire les coûts de toutes les organisations participantes.

Depuis le rapport sur ces projets de 2016, les organisations ont adopté de nouvelles prescriptions concernant les informations devant être communiquées en interne, qui leur permettent de disposer d'un volume plus important de données quantitatives et de procéder à des analyses sur les achats en commun. Les rapports établis présentent désormais des informations détaillées sur la diversité et la nature des achats en commun des trois organisations, qui mettent en relief l'intérêt de l'initiative et l'engagement des organisations participantes.

Le rapport contient les principales observations et conclusions concernant les passations de marchés en commun effectuées en 2016 et décrit les initiatives en cours en 2017.

Le Conseil d'administration souhaitera peut-être prendre note du présent rapport et faire des observations sur les opérations de passation des marchés en commun menées en 2016, ainsi que sur celles en cours en 2017.



## I. Introduction

1. Des initiatives de passation des marchés en commun sont menées par les groupes des achats du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS basés à Copenhague depuis 2011, et les trois organisations ont de nouveau manifesté leur détermination à poursuivre de telles activités en 2016 afin d'harmoniser les pratiques commerciales et d'améliorer l'efficacité et l'efficience des opérations de passation des marchés de l'ONU.

2. Bien que de nombreux marchés importants soient organisés au siège des organismes, une importance grandissante est accordée à la collaboration à l'échelon des pays. Les opérations de passation de marchés en commun au niveau des pays, manifestes dans plus de 30 pays adhérant au concept de l'« Unité d'action », mettent l'accent sur le renforcement des capacités, l'harmonisation des directives, la fourniture de services consultatifs et l'utilisation d'outils pour favoriser le déroulement de processus communs et obtenir des résultats.

3. Les opérations de passation des marchés reposent sur un certain nombre d'initiatives et d'activités, notamment :

a) Le recours accru aux contrats ou accords déjà conclus par d'autres organismes des Nations Unies;

b) La mise en place et l'utilisation d'accords conjoints à long terme par le biais de la méthode de l'« organisation chef de file »;

c) Le recours aux services de passation de marchés d'autres organisations des Nations Unies ou la réalisation d'opérations par le biais de ces organisations;

d) D'autres mesures de collaboration formelle avec des partenaires des Nations Unies, par le biais de :

i) La participation à un service des achats groupés; ou

ii) La poursuite d'opérations de passation des marchés en commun ou groupés avec d'autres organisations (partage des spécifications, par exemple).

4. Les économies réalisées grâce aux opérations de passation de marchés en commun réduisent les coûts des projets directement, en permettant de réaliser des économies tangibles, ou indirectement en évitant des coûts. Les économies et les réductions de coûts découlent des facteurs suivants :

a) Optimisation des ressources grâce à l'amélioration de la planification, à la mise en commun des spécifications, à l'obtention de remises et au renforcement du pouvoir de négociation;

b) Amélioration de la coordination, de la cohérence et de la planification à l'échelle de toutes les organisations;

c) Réduction du nombre de processus parallèles et des coûts de transaction;

d) Amélioration des relations avec les fournisseurs;

e) Amélioration de la gestion des risques en matière d'approvisionnement;

f) Promotion du concept de l'« Unité d'action » au sein du secteur privé; et

g) Partage des expériences, des informations, des compétences et de la formation en matière de passation de marchés<sup>1</sup>.

Le cas échéant, les économies réalisées sont réaffectées à des projets ou à des programmes d'activités, ce qui permet d'accroître le soutien accordé à ces derniers.

5. Depuis le lancement de l'initiative, la passation de marchés en commun par les organisations a permis au système des Nations Unies de réaliser des économies importantes et d'obtenir toute une gamme d'autres avantages. Comme indiqué ci-après, diverses opérations de passation de marchés en commun sont en cours, et d'autres sont prévues pour l'année civile 2017, notamment le marché collaboratif commun d'achat de véhicules sous le label « Une ONU » qui est actuellement conduite par le PNUD, dont la valeur est estimée à 60 millions de dollars par an sur cinq ans portant sur des véhicules légers, auquel s'ajoute un montant de 20 millions de dollars par an pour les pièces de rechange et les services d'appui. Ces initiatives reflètent le rôle moteur et la participation du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS; les principaux résultats sont présentés ci-après.

## II. Opérations de passation des marchés en commun : principaux résultats de 2016

6. En 2016, le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS ont indiqué avoir mené 544 initiatives et activités de passation de marchés en commun à l'échelle mondiale. Ne sont pas comprises dans ce montant des données relatives aux autres organismes qui utilisent le PNUD/FNUAP/UNOPS comme fournisseur (comme il ressort du Annual Statistical Report on United Nations Procurement). Les parts des initiatives et des activités recensées auxquelles ont participé les trois organisations sont portées dans le tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1  
Activités de passation de marchés en commun déclarées (2016)<sup>2</sup>

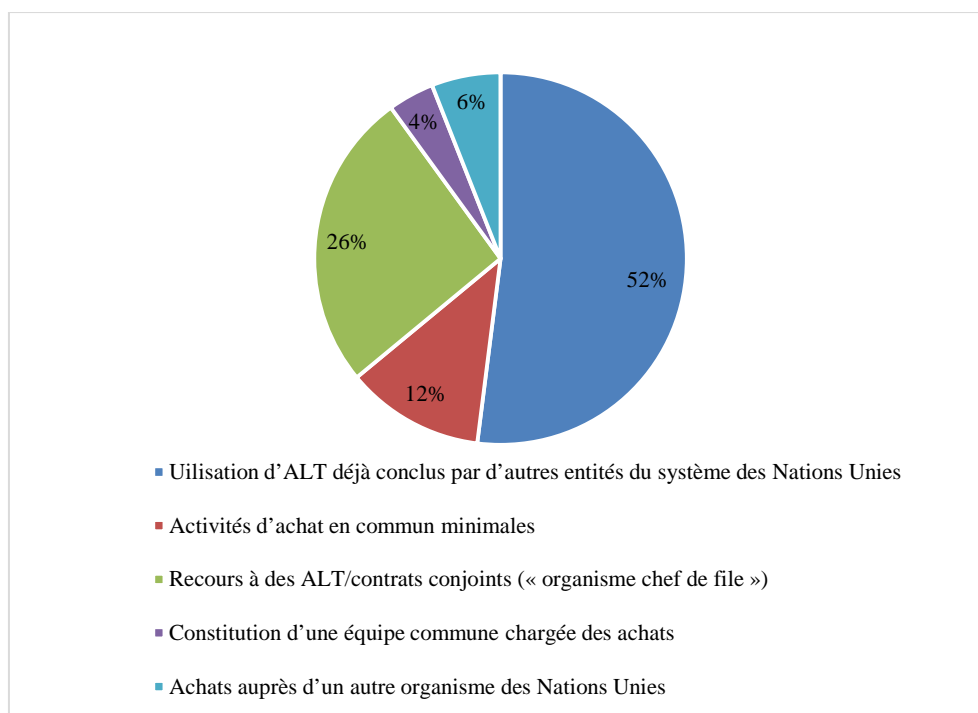
<i>Organisme</i>	<i>Nombre d'initiatives/pourcentage du total</i>
PNUD	143/26,3 %
FNUAP	110/20,2 %
UNOPS	291/53,5 %
<b>Total</b>	<b>544 initiatives et activités</b>

7. La figure 1 ci-après ventile les initiatives et les activités menées par le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS en 2016 en quatre catégories de passation de marchés en commun. Les achats auprès d'une autre organisation des Nations Unies ou le recours à ces services d'achat ont constitué la majorité (52 %) de ces opérations en 2016.

<sup>1</sup> *Harmonising United Nations Procurement: Common United Nations Procurement at the Country Level*, Réseau des passations de marchés du Comité de gestion de haute instance sur les passations de marchés, Groupe de travail sur l'harmonisation, version 3.1, mars 2015

<sup>2</sup> La différence de volume entre les activités de passation de marchés en commun effectuées en 2016 et en 2015 s'explique par le caractère cyclique de ces activités et par les activités de passation de marché ponctuelles.

Figure 1  
**Initiative de passation de marchés en commun, 2016, par catégorie d'activité et d'initiative**



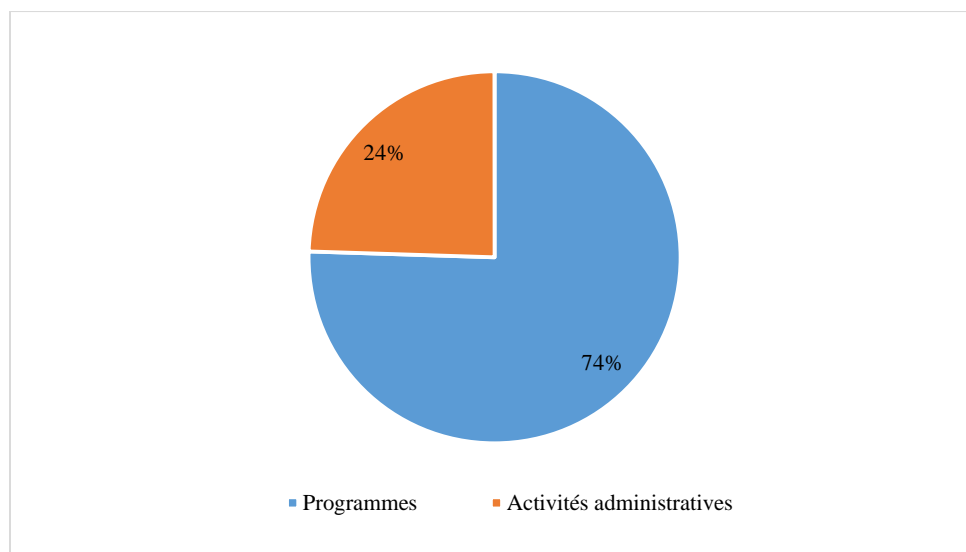
ALT – Accord à long terme.

### Catégories d'initiatives de collaboration

8. Les initiatives et les activités de passation de marchés en commun déclarées pour 2016 couvrent 42 des 57<sup>3</sup> catégories de haut niveau possibles établies pour les biens et services, ce qui indique que les trois organisations ont eu largement recours à des modalités de passation des marchés en commun. La figure 2 ci-après montre que plus des trois quarts de ces initiatives et activités conjoints concernent l'achat direct de biens et services au titre de programmes et de projets.

<sup>3</sup> Au niveau des segments de la classification normalisée des produits et services des Nations Unies, qui compte 57 segments.

Figure 2  
**Nature des activités de passation de marchés en commun en 2016**



9. Le tableau 2 ci-après présente les 10 principales catégories de biens et de services obtenus dans le cadre des initiatives et des activités, et témoigne de la diversité des opérations de passation de marchés en commun du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS en 2016.

Tableau 2  
**Dix catégories principales – activités de passation de marchés en commun, 2016**

<i>Description de la catégorie (classification normalisée des produits et services des Nations Unies-niveau famille)</i>	<i>Volume 2016 (pourcentage)</i>
Technologies de l'information et de communication	12,5
Services de voyage, de restauration, d'hébergement et de représentation	11,3
Matériel médical, accessoires et fournitures	10,4
Médicaments et produits pharmaceutiques	9,6
Véhicules à moteur, accessoires et pièces détachés	7,9
Services de transport, de stockage et de courrier	7,3
Services de gestion, services professionnels d'entreprises et services administratifs	6,7
Matériel et fournitures de bureau	6,3
Ingénieries, recherches et services technologiques	6,1
Service de sécurité et de sûreté	5,8
Divers	16,1

#### **Avantages recensés de la passation de marchés en commun**

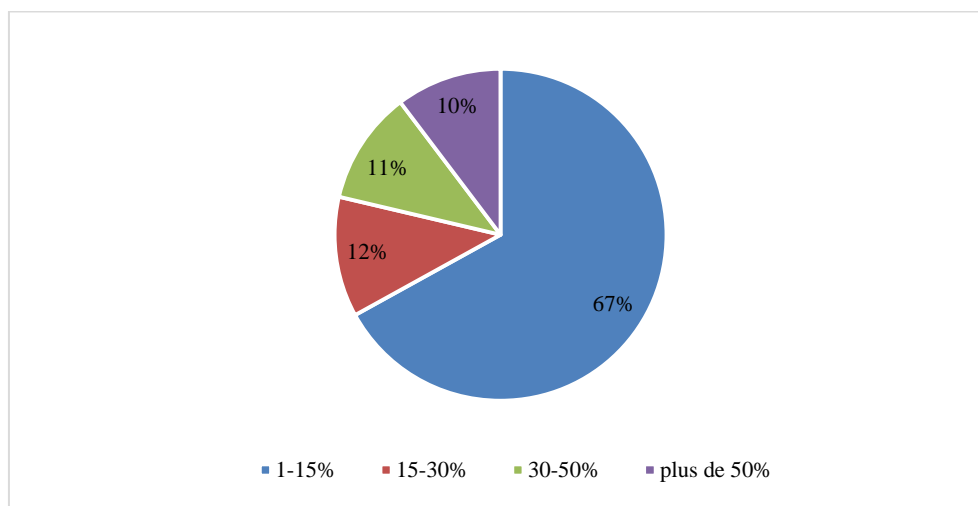
10. Comme indiqué précédemment, les initiatives et les activités de passation de marchés en commun présentent un certain nombre d'avantages. En 2016, le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS ont établi une ventilation des types d'avantages observés, qui est reproduite dans la figure 3 ci-après.

Figure 3  
Répartition des types d'avantages recensés en 2016



11. Il a été demandé aux projets et aux bureaux de fournir, dans la mesure du possible, des informations sur les économies directes permises par l'initiative ou par l'activité. Pour 2016, 145 activités de passation de marché en commun relevant d'accords à long terme d'un montant total de 25 180 671 dollars ont été signalées par les trois organisations comme ayant permis de réaliser des économies. La figure 4 ci-après présente une ventilation des pourcentages économisés déclarés pour ces activités. En moyenne, le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS ont pu réaliser des économies de 9 % dans le cadre des opérations dont c'était l'objectif, et ces organisations ont affiché des économies de plus de 50 % dans 10 % des cas (essentiellement des marchés de faible valeur).

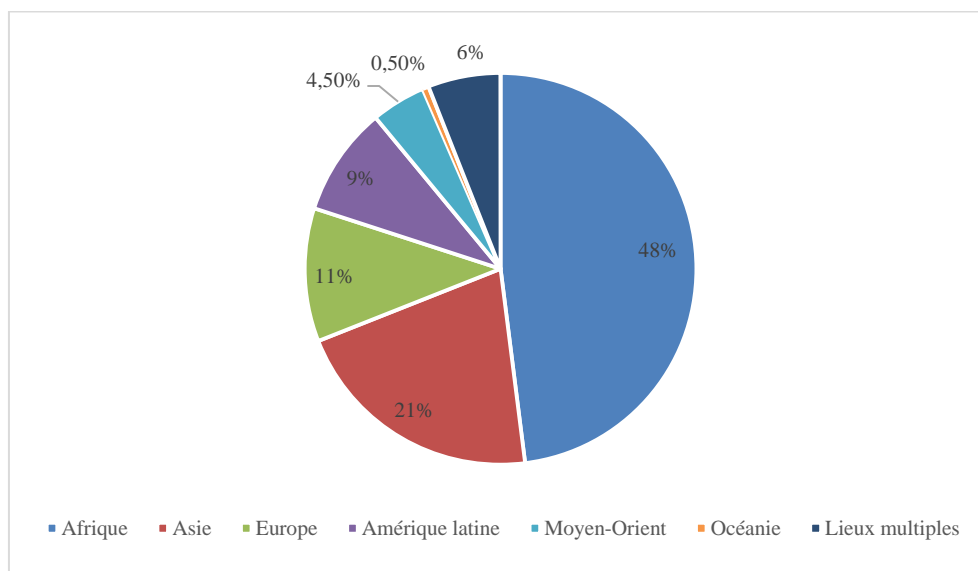
Figure 4  
**Pourcentages d'économies réalisées dans le cadre de 145 activités recensées**



#### Répartition régionale des opérations de passation de marchés en commun

12. Des opérations de passation de marchés en commun menées directement dans le cadre de programmes, de projets et par les bureaux de pays se sont manifestement poursuivies à l'échelle des trois organisations. La figure 5 ci-après indique la répartition géographique de ces activités en 2016.

Figure 5  
**Répartition régionale des opérations de passation de marchés en commun**



#### Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies

13. Les Nations Unies se sont engagées à donner à la communauté des fournisseurs accès à ses opérations de passation des marchés pour assurer la libre concurrence et l'équité. Le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies continue d'être un précieux outil de passation de marchés en ligne

pour la communauté des Nations Unies, puisqu'il donne à plus de 217 000 fournisseurs enregistrés accès à 29 organisations des Nations Unies. Depuis le lancement de la réforme de l'enregistrement des fournisseurs fin 2013, le nombre d'inscriptions a augmenté de 215 %. Le nombre d'enregistrements de fournisseurs de pays en développement et d'économies en transition a augmenté de plus de 297 %; plus de 75 000 fournisseurs de ces pays, soit 63 % de tous les fournisseurs enregistrés, sont inscrits.

14. Le secrétariat du Portail mondial, administré par l'UNOPS, a récemment achevé la troisième phase de la réforme de l'enregistrement des fournisseurs, qui a donné lieu à de nouveaux perfectionnements stratégiques. Grâce aux améliorations réalisées par la suite, le Portail mondial a désormais une très large couverture qui lui permet d'accroître l'efficacité et l'efficience des opérations de passation de marchés pour les organisations participantes, notamment en présentant des informations détaillées et des données pertinentes aussi bien pour ceux qui proposent les marchés que pour la communauté des fournisseurs. Le Portail mondial est à présent doté de fonctions de recherche améliorées qui aident les responsables de la passation des marchés à trouver des informations sur les spécifications normalisées, les marchés attribués et les accords à long terme, l'éligibilité des fournisseurs et autres informations partagées. Ces dernières couvrent les principaux aspects de la passation des marchés, tels que la professionnalisation, l'harmonisation, la collaboration dans le cadre des activités d'achat, les systèmes de codage des catégories, les pratiques d'achat viables, l'évaluation et la notation des prestations des fournisseurs et la gestion des contrats. Le Portail mondial vérifie aussi maintenant automatiquement si les fournisseurs figurent sur les listes de fournisseurs faisant l'objet de sanctions des Nations Unies et de la Banque mondiale, ce qui contribue dans une très large mesure à la diligence raisonnable dont doivent faire preuve les organisations et permet à ces dernières de gagner du temps et de l'argent.

#### **Recours accru à des accords à long terme**

15. Les services des achats des Nations Unies ont progressivement accru leur recours à des accords à long terme, les organisations ayant :

a) Utilisé des contrats ou accords à long terme déjà conclus par d'autres organisations des Nations Unies (méthode de l'utilisation d'accords déjà conclus) pour réduire les frais administratifs, bénéficier des taux préférentiels déjà négociés ou tirer parti de l'expertise acquise par d'autres organisations dans le cadre de la passation de marchés de certaines catégories de produits; ou

b) Coopéré dans le cadre d'un processus d'appel commun (méthode de l'« organisation chef de file »). Lorsque les projets de passation de marchés se rapportent à des catégories étroitement liées à la mission d'une organisation, le processus bénéficie de l'affectation à cette dernière du statut d'« organisation chef de file ». Ce modèle est utilisé pour regrouper les volumes devant être achetés afin d'obtenir des taux et des prix qu'aucune organisation ne pourrait obtenir individuellement. Ce modèle peut, en fin de compte, contribuer à réduire les inefficacités et à alléger la charge de travail de toutes les organisations participantes.

16. Le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS ont indiqué avoir participé à 424 opérations de passation de marchés en commun pour établir et utiliser des accords à long terme en 2016. Les deux tiers (66,7 %) de ces initiatives et activités ont été effectuées par la méthode de l'« utilisation d'accords déjà conclus » et un tiers (33,3 %) par la « méthode de l'organisation chef de file ». Les tableaux 3 et 4 ci-après indiquent les



pourcentages des différentes catégories de biens et services faisant l'objet de ces initiatives et activités de passation de marchés en commun.

Tableau 3  
**Principales catégories de biens et services achetés par la méthode de l'utilisation d'accords déjà conclus**

<i>Catégories – méthode de l'utilisation d'accords déjà conclus</i>	<i>Part du total des activités (pourcentage)</i>
Technologie de l'information, radiodiffusion et télécommunications	25
Services de voyage, restauration, hébergement et représentation	21
Médicaments et produits pharmaceutiques	13
Services de transport, de stockage et de courrier	8
Matériels, fournitures et accessoires médicaux	7
Services de gestion, services professionnels d'entreprise et services administratifs	5
Défense nationale, ordre public et services de sécurité et de sûreté	5
Véhicules à moteur, accessoires et pièces détachées	4
Matériels, accessoires et fournitures de bureau	3
Ingénieries, recherches et services technologiques	3
Divers	6

Tableau 4  
**Principales catégories de biens et services achetés par la méthode de l'organisme chef de file**

<i>Catégories – « méthode de l'organisme chef de file »</i>	<i>Part du total des activités (pourcentage)</i>
Services de voyage, restauration, hébergement et représentation	44
Services de transport, de stockage et de courrier	13
Technologie de l'information, radiodiffusion et télécommunications	8
Matériels, fournitures et accessoires médicaux	7
Services de gestion, services professionnels d'entreprise et services administratifs	5
Services financiers et d'assurance	4
Véhicules à moteur, accessoires et pièces détachées	4
Médicaments et produits pharmaceutiques	4
Matériels, accessoires et fournitures de bureau	3
Services de rédaction, de conception, de graphie et beaux	3
Divers	5

#### **Accords à long terme disponibles sur le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies**

17. Les organismes des Nations Unies collaborent de plus en plus par le biais du partage et de l'utilisation d'accords à long terme, comme en témoigne le nombre régulièrement croissant d'organisations des Nations Unies qui ont établi des accords à long terme partagés par l'intermédiaire du Portail mondial pour les fournisseurs

des organismes des Nations Unies. Il y a actuellement plus de 554 accords à long terme disponibles sur le Portail mondial, couvrant 20 segments de catégorie. Il en résulte une amélioration de la collaboration entre les organismes des Nations Unies, ouvrant ainsi l'accès à une utilisation efficace des ressources en matière d'achats en évitant certains coûts et en réalisant des économies sur d'autres.

18. En 2017, le secrétariat du Portail mondial a essentiellement mis l'accent sur la poursuite du renforcement des fonctionnalités et de la performance des caractéristiques existantes développées dans le cadre du projet « UNGM 3.0 » (voir plus loin, par. 23). Un accent particulier est également mis sur la mise en service et la prise en charge du portail institutionnel récemment mis au point à l'intention des chambres de commerce et des organismes de promotion des échanges commerciaux afin d'accroître l'accessibilité du marché des Nations Unies et la portée mondiale du réseau de fournisseurs. L'action est plus particulièrement centrée sur la capacité de l'interface du système à faciliter l'intégration des systèmes électroniques de passation de marchés des Nations Unies aux systèmes de gestion intégrés afin d'automatiser davantage les processus de passation de marchés et de notification des appels à la concurrence.

#### **Équipes chargées de la passation de marchés en commun, collaboration structurée et achats groupés minimaux**

19. La formalisation de la passation de marchés en commun à l'échelon local par une équipe conjointe ou commune ou par le biais d'activités d'achat menées en collaboration offre de nouvelles possibilités de veiller à ce que les opérations de passation de marchés continuent d'ajouter de la valeur aux programmes et aux projets. Grâce à ces équipes, les besoins d'approvisionnement entre organisations sont déterminés à l'échelon local, et des programmes de travail sont formulés en vue de la poursuite d'activités d'achats groupés. En 2016, le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS ont indiqué avoir participé à 22 opérations de passation de marchés en commun par le biais d'équipes chargées des passations de marchés en commun ou en collaborant à la formulation de spécifications et à des activités d'approvisionnement.

20. Par achats groupés minimaux on entend les activités qui peuvent être entreprises sous la forme d'une coopération des Nations Unies visant à réaliser des économies de coûts et d'efforts, notamment le partage ou l'élaboration en commun de spécifications, les approvisionnements groupés, la participation à des séminaires interorganisations ou la coopération pour des achats renouvelables de faible valeur répondant à des besoins communs. En 2016, le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS ont indiqué avoir participé à 65 initiatives d'achat groupé et activités d'achat groupé minimal.

#### **Recours aux services de passation de marchés d'autres organisations**

21. Dans certains sites et dans certaines circonstances, il est approprié ou nécessaire pour une organisation de procéder directement à un achat auprès d'une autre organisation des Nations Unies ou de demander à une autre organisation des Nations Unies de procéder à certaines activités de passation de marchés pour son compte. Cette méthode de passation de marchés en commun est particulièrement avantageuse pour la passation de marchés dans des domaines directement liés au mandat d'une organisation qui possède les compétences spécialisées et les ressources nécessaires pour la passation des marchés de biens, de travaux ou de services particuliers.

22. En 2016, le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS ont indiqué avoir participé à 33 opérations de passation de marchés faisant intervenir un autre organisme des

Nations Unies par l'intermédiaire du service de passation des marchés de cet organisme. En valeur, ces opérations ont représenté plus de 2 millions de dollars d'achats effectués directement par d'autres organismes des Nations Unies.

### III. Principales caractéristiques des activités en cours en 2017

#### **Poursuite des améliorations apportées au Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies**

23. En 2017, le secrétariat du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies (Portail UNGM) poursuit l'amélioration des fonctionnalités du Portail dans le cadre du projet de développement « UNGM 3.0 ». Les mesures prises donnent lieu à :

- a) Améliorer le processus de signalement des fournisseurs faisant l'objet de sanctions, pour exposer plus clairement les pratiques proscrites;
- b) Établir un portail institutionnel pour les chambres de commerce et les organismes de promotion du commerce pour élargir la gamme des fournisseurs à l'échelle mondiale;
- c) Établir une capacité d'enregistrement des consultants individuels;
- d) Établir une capacité de recueil et de diffusion de l'information relative aux partenaires d'exécution fraudeurs ont.

#### **Services de logistique globaux assurés par des tiers prestataires**

24. Le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS participent à un processus d'appel d'offres mené en collaboration pour obtenir des services de logistique globaux assurés par des tiers prestataires, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) étant l'organisation chef de file. Ce processus a été lancé en 2015 et devrait être achevé au deuxième semestre de 2017. Les nouveaux accords à long terme devraient permettre d'améliorer le commerce et la visibilité des expéditions; de préciser les responsabilités; d'accroître la transparence par l'application d'une politique de libre accès à toutes les informations pertinentes; et de renforcer la gestion des résultats par le recours à d'importants indicateurs de performance normalisés à l'échelle des organisations participantes.

#### **Lancement de UN Web Buy Plus**

25. L'année dernière, l'UNOPS a fait état de l'élaboration et du lancement d'une solution de commerce électronique destinée à remplacer UN Web Buy. Cette nouvelle solution, baptisée UN Web Buy Plus, élaborée en interne, a été lancée pour les fournisseurs fin 2016 et pour les clients et partenaires fin 2017. Le système fournit aux utilisateurs, aux partenaires et aux fournisseurs une solution facile à utiliser et conçue en fonction des processus de passation de marchés qui permet à plus de 500 utilisateurs dans 200 entités organisationnelles d'accéder à un catalogue de plus en plus étoffé de catégories intéressant la communauté des spécialistes de l'aide et de l'action humanitaire. UN Web Buy Plus a permis à l'UNOPS d'accroître sa capacité à fournir des services aux clients de manière plus réactive et efficace, de consolider sa position de prestataire de services d'achat apportant une valeur ajoutée aux autres organismes des Nations Unies, aux partenaires et aux clients. En 2017, le développement du système se poursuivra pour permettre à l'UNOPS de travailler en relation plus étroite avec les clients, les partenaires et les fournisseurs, par un processus intégré de système à système, et d'accroître son offre dans un certain

nombre de catégories en fournissant à tous les participants un accès aux biens et services qui intéressent les Nations Unies et leurs partenaires.

### **Collaboration entre le FNUAP et le Programme alimentaire mondial**

26. L'année dernière, le FNUAP a fait état d'une initiative de collaboration avec le Programme alimentaire mondial (PAM) qui conjugue l'expérience du FNUAP en matière de passation de marchés de produits de santé de la reproduction au rôle moteur du PAM dans le domaine de la logistique. L'initiative baptisée « Programme pour des résultats en matière de chaînes d'approvisionnement » a débuté en juin 2016 avec pour objectif de créer des économies d'échelle mutuellement bénéfiques.

27. Cette initiative pilote, qui est centrée sur les activités d'amont de la chaîne d'approvisionnement, a permis au PAM d'appuyer et d'organiser la logistique d'un certain nombre d'expéditions du FNUAP à destination de 20 pays pilotes. Les 20 pays sélectionnés étaient pour la plupart difficiles à atteindre, enclavés ou dénués de couloirs exploités commercialement. Au cours de la phase I du projet, plusieurs expéditions ont été acheminées avec succès, en empruntant des itinéraires non exploités commercialement ou des bureaux de pays du FNUAP difficiles à atteindre. La phase I a également permis la livraison sans encombre d'un certain nombre de fournitures de santé de la reproduction vitales jusqu'à des sites d'urgence humanitaire, en Haïti, en République arabe syrienne et au Yémen notamment.

28. La phase II de cette initiative, qui se poursuivra tout au long de 2017, a pour objet d'explorer de nouveaux domaines de collaboration entre le FNUAP et le PAM, s'agissant notamment de continuer de développer les activités d'aval dans les pays.

### **Renforcement des capacités de passation de marchés**

29. Les marchés représentent une part importante des dépenses et des investissements des pays, qui peut atteindre 15 % du produit intérieur brut et environ 40 % du montant total des budgets publics. Un marché public s'entend du processus dans le cadre duquel les ressources publiques sont transformées en biens, travaux et services publics. Une passation de marchés publics efficace est une composante essentielle de toute initiative de réduction de la pauvreté, car ce sont les groupes de population pauvres et les plus vulnérables qui dépendent le plus des services et des infrastructures du secteur public.

30. L'UNOPS propose des services consultatifs en réponse à la demande grandissante des organisations gouvernementales. Il fournit un soutien technique et administratif à la passation de marchés, en exploitant l'expérience qu'il possède dans le contexte des cadres réglementaires locaux et en renforçant les systèmes locaux de passation des marchés et de financement. Des services similaires sont également assurés par d'autres organisations des Nations Unies, notamment le PNUD.

31. L'UNOPS a renforcé sa capacité à instaurer avec les pays des relations à caractère non transactionnel qui complètent sa modalité opérationnelle traditionnelle d'agent pour la passation de marchés. Des équipes de travail mixtes sont constituées avec le personnel d'une entité et des plans de travail collaboratif sont établis dans le cadre desquels l'UNOPS fournit aux responsables locaux de la passation de marchés un appui technique aux gestionnaires en se basant sur leur cadre réglementaire et en appliquant leurs systèmes locaux. Un bon modèle de relations de ce type est celui de la participation à des appels d'offres complexes de gros volumes, qui contribue à la réalisation d'économies importantes et permet d'aider les cadres locaux à consacrer une partie de ces économies à un travail de diagnostic (évaluations de l'efficacité de la passation de marchés) et aux initiatives de renforcement des capacités, comme ce

fut le cas dans l'État de Jalisco au Mexique. Sous le regard du Groupe des services consultatifs, tous les organismes chargés de la passation de marchés dans l'administration de l'État se sont réunis pour débattre de la nouvelle loi sur les marchés publics de l'État, ce qui a abouti non seulement à un meilleur cadre réglementaire mais également à l'identification de possibilités d'activités communes de passation de marchés entre différentes entités de l'administration de l'État.

32. Le PNUD, en collaboration avec le Chartered Institute of Purchasing and Supply (CIPS), a défini trois niveaux de cours PNUD/CIPS, qui sont dûment certifiés et les a dispensés à tous les organismes des Nations Unies, aux gouvernements et aux organisations non gouvernementales en vue de la professionnalisation de la fonction marchés publics aux Nations Unies et dans le secteur public en général. Entre autres distinctions honorifiques, en 2012, les cours PNUD/CIPS ont obtenu le prix d'excellence européen pour la formation et le perfectionnement professionnels en matière de chaîne logistique. Le PNUD est pour les gouvernements un partenaire de choix pour l'exécution de programmes de renforcement des capacités en matière de marchés publics. De grands programmes de formation et de certification en matière de marchés publics ont été mis en œuvre à l'échelle de tout le pays à la Barbade, au Guyana, au Libéria et à la Trinité-et-Tobago, et d'autres pays sont dans la filière pour un appui similaire en 2017. Ces interventions portent aussi sur la révision des politiques et des procédures, la restructuration institutionnelle et les réformes concernant les marchés publics. En 2016, le PNUD a dispensé une formation à 240 fonctionnaires, 942 membres du personnel de l'ONU et 258 membres de son propre personnel au moyen des cours PNUD/CIPS. Il a également fourni un appui technique et consultatif en matière d'achats aux Gouvernements du Sénégal et du Togo pour de très grands projets de développement des infrastructures d'une valeur de 30 millions de dollars sur deux à trois ans dans chacun de ces pays. Du personnel local a été recruté pour ces projets et le PNUD a dépêché du personnel chargé d'appuyer les équipes de projet.

### **Groupe de planification pour des achats coordonnés FNUAP-Agence des États-Unis pour le développement international**

33. La collaboration dans les activités d'achat existe aussi avec des partenaires hors système des Nations Unies. À titre d'exemple, le Groupe de planification pour des achats coordonnés, dirigé par le FNUAPA et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), a poursuivi ses activités tout au long de l'année 2016, spécialement celles relatives à la coordination concernant les contraceptifs implantables à une ou deux tige et les contraceptifs par injection sous-cutanée. Le Groupe a soutenu les efforts visant à réunir des fonds supplémentaires pour plusieurs pays afin d'éviter les coûts d'entretien de stocks tout en veillant à ce que les capacités éventuellement non utilisées (suite à une annulation de commande par exemple) soient immédiatement attribuées aux pays qui en ont le plus besoin. Le Groupe a aussi travaillé en étroite collaboration avec le fabricant des implants à une tige afin d'assurer une distribution équitable des implants placebos destinés à la formation du personnel de santé dans les pays.

34. En 2017, le Groupe de planifications pour les achats coordonnés continuera de travailler à la réalisation de son but consistant à accroître les gains d'efficacité, réduire à l'échelle mondiale le risque inhérent à l'approvisionnement dans tous les programmes bénéficiant d'un appui sous forme de produits de planification de la famille, par le développement continu et collaboratif de prévisions et de plans d'approvisionnement. Le Groupe appuiera l'introduction sur le marché d'un troisième fournisseur préqualifié par l'Organisation mondiale de la Santé pour les contraceptifs implantables et sera le moteur des actions visant à assurer le maintien de la distribution des implants destinés à la formation dans les pays qui sont en train

de passer des implants à une tige classiques à la génération suivante d'implants à une tige. Il continuera également d'offrir un espace de dialogue avec d'autres organisations pour traiter de questions spécifiques touchant la disponibilité des produits de planification de la famille et l'accès à ces produits.

### **Achat par le FNUAP de préservatifs pour le compte du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme**

35. En 2016, le Fonds mondial et le FNUAP ont conclu un arrangement en vertu duquel le FNUAP achètera des préservatifs pour le compte du Fonds mondial à partir de 2017. Cette initiative d'achat collaboratif créera les conditions nécessaires pour que le FNUAP, qui est le plus important acheteur public de préservatifs, puisse davantage peser sur l'évolution du marché. Il s'agit là d'une bonne illustration de la manière dont certaines grandes organisations au lieu de bunkeriser leur fonction achats optaient pour la recherche d'avantages mutuels et du meilleur rapport qualité-prix.

### **Durabilité**

36. En 2016, l'UNOPS a été de nouveau reconnu par le CIPS comme leader en matière de pratiques d'achat durables (l'un des cinq organismes seulement qui, à l'échelle mondiale, ont obtenu le certificat d'or du CIPS). En soutien aux efforts faits pour renforcer les pratiques d'achat durables dans le système des Nations Unies, l'UNOPS continuera de dispenser aux responsables des achats de divers organismes des formation sur les normes des Nations Unies en matière de pratiques d'achat durables. Ce cours de formation a été mis au point en coopération avec le Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail et le Programme des Nations Unies pour l'environnement. Début 2017, l'UNOPS a dispensé une formation au personnel de la Division des approvisionnements de l'UNICEF à Copenhague et, plus tard dans l'année, il espère organiser à Genève un cours commun de formation aux pratiques d'achat durables à l'intention du personnel clef chargé des achats dans divers organismes.

37. En 2017, l'UNOPS gèrera de nouveau l'achat groupé de réductions d'émissions de carbone pour le compte de plusieurs organismes des Nations Unies. Conformément à la pratique des années précédentes, l'UNOPS sera chargé d'établir les conditions requises, de gérer le processus d'appel d'offres et de procéder à l'évaluation technique des soumissions. Les années précédentes, l'UNOPS a aidé le Fonds monétaire international, le FNUAP, l'UNICEF, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et l'Organisation mondiale du commerce à compenser leurs émissions de gaz à effet de serre par ce processus.

38. Le PNUD a publié une nouvelle introduction au cours de formation aux pratiques responsables en matière de marchés publics qui est dispensé au personnel de tous les organismes des Nations Unies en plusieurs lieux. Le PNUD procède aussi à l'intégration des critères de calcul des coûts du cycle de vie et de la durabilité dans les trois niveaux des programmes de certification du CIPS. De multiples accords à long terme portant sur l'énergie solaire ont été conclus et sont ouverts à tous les gouvernements et aux organismes des Nations Unies afin de pousser à recourir davantage aux sources d'énergie différentes.

### **Étude sur les produits à l'échelle des Nations Unies**

39. Le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS participent à un projet d'étude des produits sous la direction du Réseau du Comité de gestion de haut niveau sur les passations de marchés (sous la direction du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les

réfugiés). Ce projet, qui a commencé en 2016 et doit se poursuivre jusqu'au deuxième trimestre de 2017, a pour objet de brosser un tableau plus exact des catégories et des volumes de biens et services qui, à l'échelle du système des Nations Unies, pourraient faire l'objet de passation de marchés en commun, et des économies qui pourraient être réalisées de ce fait. À ce jour, 32 catégories de biens et de services ont été testées et une analyse commune des fournisseurs a été effectuée pour tous les organismes participants. La phase II (en cours) de ce projet permettra de déterminer les 10 catégories finales à considérer comme prioritaires et d'élaborer des solutions de bases de données pour la gestion des fournisseurs et un projet de modèle commun de contrat.

#### **Activités actuellement poursuivies au titre des programmes et projets**

40. La passation de marchés en commun ou l'harmonisation des procédures y relatives constitue un domaine de concentration pour les opérations menées au niveau des pays. Le FNUAP, en particulier, s'emploie à déterminer où en est chaque bureau de pays pour ce qui est de la passation de marchés en commun et à rechercher les domaines qui peuvent être améliorés. En 2016, le FNUAP, en coopération avec le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD), a effectué une enquête visant à identifier les contraintes qui pèsent actuellement sur les initiatives de passation des marchés en commun au niveau des pays. Menée auprès de trois pays pratiquant la passation de marchés en commun dans un cadre opérationnel stratégique, l'enquête a révélé trois grandes contraintes : a) l'absence d'engagement, de coopération et d'implication des organismes participants; b) une résistance au changement (flux/procédures); et c) le manque d'harmonisation, vu la divergence des cadres appliqués. Le FNUAP et le GNUD utiliseront cette information pour continuer d'améliorer et de mieux cibler leur soutien visant à faciliter les initiatives communes à l'avenir.

## **IV. Conclusion**

41. Le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS ont continué de donner la priorité à la passation de marchés en commun en 2015, en menant et en soutenant des initiatives et des activités et en participant à ces dernières dans le monde entier à la recherche d'avantages et de possibilités de réaliser des économies et des gains d'efficacité. Comme le montre ce rapport, ces initiatives et ces activités ne sont pas seulement de nature administrative, mais couvrent une large gamme de produits et de secteurs, pour soutenir directement des projets et les programmes.

42. Les initiatives de passation de marchés en commun continuent de procurer des avantages tangibles et intangibles au PNUD, au FNUAP et à l'UNOPS, aux autres organisations des Nations Unies participantes, ainsi qu'à des organisations n'appartenant pas au système des Nations Unies en leur permettant de réaliser des économies, d'éviter des coûts, d'éliminer des activités faisant double emploi, d'accroître la cohérence et, ainsi, de renforcer les projets et la passation de marchés des bureaux de pays.

43. Le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS continueront de rechercher des possibilités de passation de marchés en commun, avec des partenaires n'appartenant pas au système des Nations Unies le cas échéant, aussi bien à l'échelon central que régional, et n'épargneront aucun effort pour collaborer à la poursuite d'opportunités concernant une large gamme de produits pour en faire bénéficier l'ensemble du système des Nations Unies.